INSTITUT NATIONAL
DES RECHERCHES STRATEGIQUES
AUPRES DU CONSEIL DE SECURITE NATIONALE
D'UKRAINE

RAPPORT SCIENTIFIQUE

"Tension sociale et conflits sociaux dans la société ukrainienne pendant la période post-totalitaire"

Auteurs: Vassile KREMEGNE, docteur ès sciences philosophiques
Mykhaïlo MICHTCHENKO, candidat ès sciences sociologiques

Les présentes recherches ont été réalisées grâce à la bourse accordée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Kyiv - 1997

TABLE DES MATIERES

Introduction ..... p. 3

Chapitre I. Facteurs non économiques de la tension
sociale et des conflits sociaux ..... p. 8

Chapitre II. Tension sociale dans la société ukrainienne
d'aujourd'hui: état et tendances ..... p. 25

Conclusions ..... p. 50

Bibliographie ..... p. 54

Carte des régions d'Ukraine ..... p. 56

INTRODUCTION

Ce n'est qu'à la fin des années 80 que les sociologues ukrainiens se sont penchés sur le problème de la tension sociale dans la société. Ce début si tardif de l'étude du problème en question s'explique par une attitude négative de l'idéologie communiste officielle envers la tension sociale et les conflits sociaux considérés comme phénomènes étrangers à la société socialiste. On dissimulait toutes les manifestations de la tension sociale dans le pays afin de créer un mythe du "large appui des masses populaires de la politique du parti communiste et du gouvernement", tandis que toute tentative de protester était brutalement réprimée. Cependant déjà les premières tentatives de la démocratisation du système politique soviétique au milieu des années 80 ont rendu évidentes les contradictions sociales qui existaient dans la société soviétique de ce temps-là. Le fardeau de ces contradictions et celui des conflits qui en ont résulté se sont avérés trop lourds pour que le système existant puisse le supporter. V.Odainyk, chercheur américain, a souligné: "La libéralisation dans un Etat totalitaire ou absolu recèle toujours un danger et aboutit rarement à un succès. Le fait est qu'entre l'Etat et l'individu il n'existe pas d'organisations corporatives intermédiaires, et il suffit à l'Etat de renoncer à certaines de ses prérogatives que ces dernières sont immédiatement accaparées d'une façon spontanée et désordonnée et, en règle générale, elles deviennent orientées contre les institutions publiques" (20; p. 68). Cela veut dire que le système totalitaire est privé de mécanismes de régulation des conflits sociaux. Aussi tente-t-il d'étouffer leurs manifestations extérieures dans leur germe.

Cependant, pour la société démocratique, à la différence de la société totalitaire, l'état de tension sociale est un état normal, ce qui est conditionné par une propagation libre dans la société démocratique des idées, souvent alternatives, par la possibilité de la réflexion des intérêts de groupe et de la lutte des groupes pour défendre ces intérêts. Dans ces conditions, les actes des autorités publiques doivent contribuer à ce que différentes parties

respectent les formes civilisées de la lutte et de la concurrence politique, à éviter des conflits graves.

Le présent rapport a pour but d'expliquer certaines particularités de l'apparition et du développement de la situation de tension et de conflits sociaux dans la société ukrainienne et, dans ce contexte, de faire une analyse de la situation socio-politique en Ukraine.

A l'heure actuelle, dans la pensée sociologique et politologique domine le point de vue que le facteur principal qui détermine le niveau de la tension sociale dans les pays de l'Europe de l'Est est la situation économique de la population dans l'ensemble de ces pays.

C'est par l'influence des facteurs économiques, et notamment une faible efficacité de l'économie socialiste que l'on explique le plus souvent l'échec du système socialiste en Europe de l'Est. Pourtant la thèse sur la primauté des causes d'ordre économique de cet échec n'est pas incontestable. Même la pénurie et la qualité insuffisante des produits n'avaient pas empêché l'économie soviétique et le système soviétique d'avoir existé pendant sept décennies. Dans cette optique, on jugerait intéressant les résultats des calculs faits par les savants russes S.Doubovski (Centre de recherches de système) et F.Klouovog (Institut de pronostics dans l'économie nationale auprès de l'Académie des Sciences de Russie). Les résultats des modélisations économiques ont permis à ces savants de tirer la conclusion que, compte tenu des facteurs foncièrement économiques, l'ancien système aurait pu durer, par inertie, au moins jusqu'à l'an 2000, tout en conservant de faibles rythmes de croissance du revenu national de l'ordre de 2 à 2,5 % par an (25; pp. 93 à 95).

C'est-à-dire les causes de la crise et de la décadence du système socialiste résident en dehors du paradigme "économique". A notre avis, la baisse de la légitimité du système socialiste, de l'idéologie communiste aux yeux de la population en était l'une des causes importantes. Et cette crise de confiance a été provoquée avant tout non seulement par les faibles indices économiques, mais plutôt par la dissonance entre les objectifs et idéaux

socialistes proclamés par l'idéologie communiste et la pratique sociale du socialisme réel.

On pourrait supposer dans la même mesure que dans la société postsosialiste les facteurs économiques ne sont pas prépondérants parmi ceux qui déterminent le niveau et le caractère de la tension sociale, de l'apparition et du déroulement des conflits sociaux susceptibles de déstabiliser les régimes politiques. On peut citer, en guise d'exemple, les événements récents des 18 et 27 mars dernier en Ukraine et en Russie où ont eu lieu les manifestations de protestation à l'échelle des deux pays sur l'initiative de la gauche contre la politique des retards de paiements des salaires et en général contre la politique économique des gouvernements. Bien que, selon les statistiques sociales, le niveau moyen des salaires et, par conséquent, celui de vie en Russie sont plus élevés qu'en Ukraine, l'envergure des actes de protestation en Ukraine était infiniment plus petite qu'en Russie. Ainsi, selon les sources officielles, le 18 mars dernier en Ukraine 85 mille personnes environ ont pris part aux meetings organisés par les partis de gauche, tandis qu'en Russie, toujours selon les statistiques officielles, le 27 mars dernier il y en a eu 2 millions (20 millions selon certaines sources inofficielles). C'est-à-dire l'activité de la population de la Fédération de Russie dans ces actes s'est avérée supérieure à celle des Ukrainiens, quoique ces derniers ont eu beaucoup plus de raisons économiques d'y participer.

Selon le Ministère des Statistiques d'Ukraine, en décembre 1996 le salaire moyen mensuel par habitant actif n'a constitué que 164 grivnas (soit 87 dollars américains environ). En 1996 le revenu en espèces par un membre de la famille a constitué 66,8 grn, et c'est en même temps que le seuil de pauvreté, selon les syndicats, a constitué 88 grn. En 1996 la cadence d'inflation accélérée a provoqué la baisse du salaire réel de 13,8 %. En décembre 1996, 20 % de la population active ont touché un salaire inférieur à 75 grn, et 5 % moins de 45 grn.

La pratique des retards de paiement des salaires a été de large envergure dans le pays. En 1996, 19 % du montant annuel des salaires de l'ensemble des travailleurs employés dans l'Economie nationale n'ont pas été

versés. Selon les résultats de l'enquête réalisée par le Centre "Le Monitoring social" en février dernier (3080 personnes ont participé à l'enquête sur échantillons représentatifs), seuls 29 % de la population employée ont touché leurs salaires à temps. 25 % de ceux qui ont été rémunérés avec retard ont indiqué un retard des paiements de salaires de un mois ou deux, 41 % de 3 ou 4 mois, 34 % plus de cinq mois.

Il en a résulté, comme le montre l'enquête entreprise en mars dernier par la société "Socis-Gallup" (1200 personnes ont pris part à l'enquête sur échantillons représentatifs), que 51 % de la population adulte se sont vus contraints à réduire la quantité et la qualité de leur nourriture.

Le chômage caché a atteint de grandes proportions. Le taux de chômage officiel n'a constitué en janvier dernier que 1,3 % de la population active (en vertu de la législation ukrainienne, le nombre de chômeurs est constitué de personnes actives disposées à travailler qui se sont adressées à la bourse du travail en quête d'emploi). Cependant, selon les experts de la Banque mondiale, le nombre de chômeurs cachés (de ceux qui travaillent à temps partiel involontaire et de ceux qui sont contraints par l'administration des entreprises à prendre un congé non payé), constitue en Ukraine environ 35 % de toute la population active.

Néanmoins, dans les conditions d'une grave situation économique de la population, la tension sociale en Ukraine n'a pas atteint le degré où elle se transforme en conflits sociaux graves de grande envergure. Le niveau du mouvement gréviste reste faible. D'après l'enquête réalisée par le service "Gallup" en décembre 1996, dans 45 pays du monde, y compris l'Ukraine (51500 personnes ont été enquêtées au total), 41 % des enquêtés ukrainiens ont émis l'avis que dans leur pays en 1997 le nombre de grèves augmenterait, tandis qu'en Allemagne 78 % des Allemands enquêtés s'attendaient à l'accroissement du nombre de grèves.

Il en découle qu'en dehors des facteurs économiques il doit exister d'autres facteurs importants qui déterminent le niveau et le caractère de la tension sociale, ainsi que les conditions de la transformation de cette dernière en conflits sociaux ouverts.

Les hypothèses de nos recherches concernent justement l'influence exercée par les facteurs non économiques sur le niveau et le caractère de la tension sociale, l'évolution de la situation sociale dans son ensemble. Parmi ces facteurs, nous portons l'accent en premier lieu sur les particularités et le degré du soutien par la population des conceptions idéologiques répandues dans la société ukrainienne et le degré de la légitimité du pouvoir. Nous avons formulé ces hypothèses comme suit:

- Le niveau et le caractère de la tension sociale dans la société ukrainienne sont déterminés par les particularités de la situation idéologique, par l'existence ou l'absence de conceptions idéologiques ou socio-mythologiques susceptibles de consolider les forces d'opposition et de former la motivation des manifestations d'opposition.

- Un niveau bas de la tension sociale et une stabilité socio-politique relative dans les conditions de la baisse du niveau de vie de la population en Ukraine sont conditionnés dans une grande mesure, d'une part, par un degré relativement élevé du soutien par la population des idéologèmes sur lesquels est fondé le système socio-politique actuel d'Ukraine, d'autre part, par une idéologie d'opposition insuffisamment élaborée.

- Le degré de la légitimité des organes supérieurs du pouvoir d'Etat est un facteur important qui influence le caractère et le niveau de la tension sociale. Un degré bas de la légitimité du pouvoir, tout en stimulant l'élaboration et le développement des idéologies d'opposition, contribue à l'accroissement de la tension sociale dans la société.

- Une situation économique délicate influe indirectement sur le degré de la tension sociale, en causant un préjudice à la confiance à l'égard des autorités publiques et en stimulant l'élaboration des conceptions idéologiques d'opposition.

Chapitre 1.

FACTEURS NON ECONOMIQUES DE LA TENSION SOCIALE ET DES CONFLITS SOCIAUX

On sait que dans la sociologie mondiale il existe deux approches de l'étude de la situation conflictuelle et de la tension sociale, ainsi que de leur rôle dans l'évolution de la société: l'une est élaborée dans le cadre des "théories de conflit" (L.Coser, R.Dahrendorf, J.Rex et d'autres), l'autre est élaborée dans le cadre des théories fonctionnalistes (T.Parsons, E.Durkheim). La première approche considère le conflit comme un mécanisme d'adaptation du système social aux conditions qui évoluent, par le biais des réformes nécessaires à la solution du conflit, la seconde approche considère le conflit comme une "crise de système". La critique de T.Parsons par L.Coser se réduit à ce que les fonctionnalistes ignorent les contradictions sociales et les problèmes du pouvoir et qu'ils ne voient dans les conflits sociaux qu'une force destructive. Selon L.Coser, le conflit est une soupape de sûreté du système, qui, par le biais des réformes et des efforts intégrationnistes nécessaires à sa solution, à un nouveau degré, permet d'adapter l'organisme social aux conditions qui évoluent. "La société profite des conflits, car de tels processus permettent de modifier et de créer les formes qui assurent son existence ultérieure dans les conditions qui ont évolué"(2; p.154).

A notre avis, le fonctionnalisme et la "théorie du conflit" ont des approches du problème de la situation conflictuelle dans la société, qui mettent l'accent sur différentes tendances de la vie sociale en aidant à la refléter dans toute sa plénitude. Aussi peut-on considérer ces deux approches comme faisant la paire et comme celles qui, dans une égale mesure, ont droit à l'existence et sont capables de servir de base théorique à l'analyse des processus sociaux.

L.Coser définit le conflit comme "une lutte qui est provoquée par le déficit de pouvoir, de statut ou de moyens nécessaires à la satisfaction des valeurs et des revendications et qui prévoit la neutralisation, l'oppression ou

la suppression des objectifs des adversaires (2; p.20). K.Fink considère le conflit comme toute situation sociale ou tout processus social dans lesquels deux ou plusieurs unités sociales sont liées au moins par une forme de l'antagonisme psychologique ou interactif" (5; p.456).

H.Touzard fait remarquer que le conflit est "une situation dans laquelle tous les personnages (individus, groupes, organisations, nations) soit poursuivent des buts et valeurs incompatibles, soit aspirent à atteindre le même but concurremment" (10; p.395). La plupart des savants ne considèrent pas le conflit uniquement comme un affrontement "physique" direct de différents sujets sociaux actifs. La situation est déjà considérée comme conflictuelle quand les sujets sociaux actifs ont pleine conscience de l'hostilité, de l'incompatibilité ou de la nocivité des valeurs, du mépris de leurs intérêts par leurs adversaires, c'est-à-dire on la considère comme situation de tension sociale.

V.O.Roukavichnikov définit la tension sociale comme "un côté, un indicateur de la crise sociale, du conflit. Elle apparaît lorsque les phénomènes de crise ne se manifestent pas encore à découvert et qu'il n'y a pas encore de l'opposition sur l'axe "nous - eux", dont on a pleine conscience. La tension sociale ne disparaît que lorsque la crise est surmontée et que le conflit est clos (23; p.14). Comme le fait remarquer M.Deutch: "La condition décisive de l'entrée en conflit c'est bien plus la perception de l'incompatibilité que le fait même de l'incompatibilité des actions " (4; p.11). Ainsi, nous pouvons définir la tension sociale comme une situation de perception, de compréhension de l'incompatibilité des intérêts des groupes sociaux. Au point de vue de la conscience collective de ces communautés sociales, la détente sociale ne peut être obtenue que par voie d'un conflit. "Les parties A et B se trouvent engagées dans une situation conflictuelle objective lorsque l'aspiration de la partie A à atteindre un certain état désiré C empêche objectivement la partie B d'atteindre un certain état désiré D" (22; p.131). Or, la situation

conflictuelle apparaît en cas où différents sujets sociaux actifs poursuivent des objectifs “du même niveau”.

L.Coser dit qu’il faut faire “la distinction entre le conflit en tant que moyen permettant d’obtenir un certain résultat et le conflit en tant que fin en soi. Les conflits du premier type (dits réalistes) peuvent être remplacés par un certain autre type d’interaction si le conflit est jugé comme moyen inadéquat d’obtenir le résultat requis. Les conflits du second type (dits non réalistes) ne sont pas dus aux actions concurrentielles des parties adverses, mais à la nécessité de relâcher la tension au moins d’une des parties adverses” (2; p.49). Au niveau intergroupe et macrosocial, les motifs des conflits non réalistes résident, en règle générale, dans l’incompatibilité des doctrines idéologiques sur lesquelles se guident différents groupes sociaux, ainsi que dans la recherche ou la formation conscientes par les leaders d’un ou de plusieurs groupes sociaux de l’image de l’ennemi du groupe adverse afin d’intégrer tous leurs adeptes. C’est encore G.Simmel qui a remarqué cette particularité de la situation conflictuelle: moins le conflit sert d’un simple moyen d’atteindre un objectif et plus il devient fin en soi, plus il est critique (12; pp.27,28).

L.Coser a découvert encore une régularité importante: plus rigide est le système où un conflit a lieu, plus grande est la probabilité que ce conflit devienne non réaliste (3; pp. 197 à 207). A quoi cela est-il dû? “Un système social rigide” c’est une société totalitaire ou autoritaire, où les régulateurs principaux des rapports sociaux sont l’idéologie totalitaire ou autoritaire et l’appareil répressif de l’Etat qui exerce le contrôle du comportement des gens sans tolérer les manifestations de conflits sociaux, en freinant la formation d’une conscience de groupe orientée vers le conflit. Aussi, dans une telle société, observe-t-on une accumulation progressive de la tension sociale dans les conditions où les groupes sociaux, “agents” de cette tension, n’ont pas la possibilité de créer une idéologie “conflictuelle” qui soit adéquate à la situation sociale. C’est pourquoi le conflit social, éclaté au moment où le

système a épuisé toutes les possibilités de le prévenir, se manifeste comme un cataclysme social global qui détruit tous les fondements du système.

La tension sociale est inhérente à la société où la liberté personnelle et politique est la norme. Dans une société où règne l'oppression, la tension sociale n'est possible qu'en cas où cette société se voit menacée de ruine; c'est alors que ses défauts deviennent évidents, sinon pour tous, du moins pour la majorité. Ce phénomène est connu sous le nom de "l'effet de Tocqueville". Dans son ouvrage "Vieux régime et la révolution", A.de Tocqueville a souligné que le mal, qui était supporté patiemment comme quelque chose d'inévitable, paraît insupportable à l'idée même que l'on pourrait s'en débarrasser (9). Comme l'écrit A.Przeworski, "les régimes autoritaires ne périssent pas jusqu'à ce que les gens ne trouvent les chemins autres qu'une simple soumission aux autorités. Quand on ne voit pas de tels chemins, on peut considérer un régime comme absolument illégitime, tout en se soumettant" (8; p.53). Donc, en cas d'absence d'idéologie ou de mythologie sociale qui puissent former une alternative vis-à-vis du régime politique existant (d'ailleurs, non pas forcément d'un régime totalitaire ou autoritaire), l'apparition des troubles ou des manifestations dirigés contre ce système est peu probable.

Dans une société démocratique, la tension sociale est un élément nécessaire à la vie sociale, en déterminant l'axe, la dominante de son évolution, en indiquant "les sphères problématiques" de la société. "Moins rigide est le système..., plus probable est le fait que le conflit s'est heurté aux sources réalistes de la tension", souligne L.Coser (citation d'après 24; p.175). "Moins rigide est le système social là où un conflit intergroupe a lieu, plus probable est le fait que le conflit provoque des changements dans le système, en renforçant son adaptabilité et son intégration" (24; p.175). On peut dire que la culture politique d'une société démocratique est une culture de fonctionnement de la tension sociale.

A notre avis, il est important de savoir distinguer la situation de tension sociale et celle d'hostilité. La situation de tension sociale prévoit sa reconnaissance par les porteurs de certaines "règles du jeu", leur orientation vers les valeurs reconnues par la société. Plus le groupe conflictuel peut en appeler aux valeurs essentielles du système, plus probable est le fait que le conflit contribue à l'intégration du système" (1; p.158). J.-P. Pagès compare le conflit qui apparaît dans une telle situation au théâtre où "l'opinion publique (le public) est l'enjeu principal. Peu importe aux acteurs (sujets actifs du conflit) si le spectateur se passionne ou non pour le problème qui est discuté. L'essentiel consiste en ce que les forces, qui luttent et qui ne trouvent pas d'intermédiaires dans les milieux officiels pour mener les pourparlers en petit comité, participent au dialogue dans lequel l'opinion publique joue le rôle de l'arbitre. Le duel en public permet aux acteurs d'élucider les prémisses de départ, d'achever l'élaboration de la doctrine. Les conflits représentent un moyen permettant de révéler et de régler la corrélation des forces" (21; p.110).

Tout se passe autrement lorsque les événements évoluent dans une atmosphère d'hostilité. C'est le phénomène du "*ressentiment*" qui est le "précurseur" et l'indicateur de l'actualisation de l'hostilité dans la vie sociale. Le "ressentiment", notion introduite par F.Nietzsche, a été élaboré par M.Sheler. Il comprend trois composantes étroitement liées entre elles: 1) un sentiment de haine mélangé d'animosité et d'hostilité; 2) un sentiment de sa propre impuissance d'exprimer de façon active tous ces sentiments à l'égard d'un individu ou d'un régime social qui les provoquent; 3) un sentiment périodiquement renouvelé de son hostilité impuissante (11). Le ressentiment est développé surtout chez des individus qui habitent dans les sociétés totalitaires ou autoritaires, puisqu'ils n'ont pas la possibilité d'exprimer de façon adéquate leur mécontentement dans leur comportement et leurs actes verbaux.

La “mythologie de l’hostilité” accorde d’avance une indulgence, sinon à supprimer l’ennemi, du moins à lui causer un préjudice maximal, ce qui est, dans l’optique de cette mythologie, plus fondé et plus admissible qu’une tentative de considérer l’adversaire comme son égal, de comprendre ses arguments. La “mythologie de l’hostilité” rejette les règles et les normes sociales de la coopération. Bien au contraire, la violation de ces normes devient une “antinorme”, un stéréotype de la conduite des adversaires. La “mythologie de l’hostilité” ne prévoit pas la recherche des causes de la situation conflictuelle et c’est pourquoi elle admet l’expansion, l’extrapolation de l’hostilité dans les sphères qui auparavant n’étaient pas conflictogènes et elle admet l’imputation des intentions hostiles aux individus et aux groupes qui ne sont pas encore engagés dans le conflit. Or, les situations de la tension sociale et de l’hostilité engendrent des conflits de types différents d’après leur caractère et leur déroulement.

La situation de tension se crée *autour de certains intérêts* dont la réalisation est empêchée par les intérêts d’autres sujets sociaux actifs, et dans cette situation le conflit représente un mécanisme qui permet de préciser les positions des parties, de révéler leurs ressources conflictuelles et enfin d’arriver à un compromis.

La situation de l’hostilité se crée *autour des sujets mêmes* du conflit et, dans ce cas, le conflit a la valeur de fin en soi. Aussi le conflit basé sur l’hostilité ne peut-il pas se résoudre par voie d’un compromis, puisque l’objet du compromis fait défaut. Un tel conflit peut être résolu soit par voie d’un préjudice causé à l’adversaire, après lequel ce dernier devient incapable de continuer la lutte, soit par voie d’un changement radical de toute la situation sociale dans laquelle se déroulait cette lutte, soit par voie d’une tactique consciente de l’une des parties ou d’un “intermédiaire” en vue de transformer le “conflit de l’hostilité” en “conflit des intérêts”.

La situation de tension engendre, en règle générale, des conflits réalistes (selon la terminologie de L.Coser), tandis que la situation de l'hostilité engendre des conflits non réalistes.

Le "conflit des intérêts" peut se transformer en "conflit de l'hostilité". L'incompatibilité des positions idéologiques et de celles de valeurs des participants au conflit peut y contribuer. L'interaction d'un individu quelconque avec d'autres individus, porteurs d'orientations idéologiques ou de valeurs qui diffèrent des siennes (y compris l'interaction conflictuelle) exerce une influence sur la structure de sens de cet individu, sur sa conscience et elle peut aboutir à un conflit personnel intérieur. En cas où les structures de sens de l'individu, formées au cours de sa socialisation, sont suffisamment développées et incluent l'information sur l'existence d'autres orientations de valeurs, d'autres conceptions idéologiques qui diffèrent des siennes, les conflits réels, prévisibles par cet individu, ne peuvent pas l'influencer considérablement. Pourtant, en cas où l'individu considère sa propre conception du monde comme uniquement possible, toute collision avec un sujet-porteur d'orientations de valeurs ou d'idéologies autres que les siennes devient pour lui une source de conflit personnel intérieur, ce qui finalement aboutit à une négligence émotionnelle d'un participant alternatif au conflit, à la formation de la prévention, stimule des exigences inadéquates à l'égard de ce participant, ce qui aggrave la situation conflictuelle.

Comme on vient de le souligner, l'un des moyens de solution d'une situation d'hostilité consiste dans la tactique de renoncement de l'une des parties aux rapports hostiles. En règle générale, cette tactique est utilisée par la partie dont la conception idéologique et la conception du monde sont plus souples. L'efficacité d'une telle tactique consiste en ce qu'elle ôte à l'adversaire "l'image de l'ennemi" qui sert à consolider le participant alternatif au conflit. En cas où "l'image de l'ennemi" fait défaut, le groupe créé en vue de mener le conflit perd le sens de son existence.

L'illégitimité du régime social aux yeux de la population et l'existence d'un "champ émotionnel" négatif dans les rapports humains sont les composantes de "potentiel d'hostilité" dans la société. Si l'illégitimité du régime social contribue à la formation de l'orientation vers des changements sociaux de fond, l'appréciation négative du "champ émotionnel", qui forme le caractère des rapports humains, aggrave le déroulement des conflits sociaux et contribue à la "radicalisation" du choix de formes de protestation et à l'expansion d'orientations vers des formes extrêmes.

Selon les conclusions tirées par L.Coser, les causes du conflit sont enracinées dans les conditions où l'inégalité sociale existante, le système existant de distribution de ressources en déficience commencent à être perçus par l'opinion publique comme illégaux, c'est-à-dire que le système socio-politique existant et, par conséquent, les structures de pouvoir sont privés de légitimité aux yeux de la population. M.Weber a écrit que la condition sine qua non de la stabilité sociale consiste dans la reconnaissance par la majorité de la population du caractère légitime du pouvoir et de ses actes: "Il est évident que la légitimité du système de domination ne peut être considérée que comme l'authenticité du soutien à un certain point et que sa politique y correspond." Mais "il est tout à fait faux que toute obéissance aux autorités est due avant tout (ou dans une certaine mesure) à une telle foi... Il est beaucoup plus important que, dans un cas donné, une atteinte concrète à la légitimité est considérée comme "réelle", que ce fait confirme la position des personnes qui prétendent au pouvoir" (13; p.215). Comme l'écrit M.Dogan, la légitimité c'est "l'idée qui découle de la certitude que les autorités du pays sont pourvues du droit de prendre des décisions que les citoyens doivent accomplir. En cas où les citoyens sont convaincus que les institutions existant dans le pays sont justifiées, ces institutions sont considérées comme légitimes" (15; p.147).

S.Lipset caractérise la légitimité comme "l'aptitude d'un système de créer et de maintenir dans la conscience des gens une conviction que les

institutions politiques existantes sont les meilleures possibles dans la société" (7; p.77). J.Linz a proposé une définition pareille de la légitimité: "C'est la conviction que, malgré toutes les lacunes et tous les défauts, les institutions politiques existantes sont meilleures que n'importe quelles autres qui pourraient être instaurées et auxquelles on se verrait obligé d'obéir" (6; p.67). Au fond, la légitimité se réduit à l'absence de l'alternative vis-à-vis du régime politique existant. En cas d'absence d'une telle alternative, même lorsqu'un régime politique ne satisfait pas la majorité de la population, il conserve des traits de la légitimité. D'autre part, l'existence ou l'absence de l'alternative du régime existant sont liées à l'existence d'une idéologie (d'une mythologie sociale) capable de proposer une telle alternative.

Comme le fait remarquer M.Dogan, "en conséquence de l'accroissement du rôle de l'Etat dans le domaine économique, la légitimité du régime dépend dans une grande mesure de son efficacité économique. Néanmoins, "en cas de crise de l'efficacité qui est observée, par exemple, pendant une dépression économique, le maintien d'un régime et sa survie dépendent, dans une grande mesure, du degré de sa légitimité (15; p.154).

L'une des hypothèses de nos recherches est celle selon laquelle l'un des facteurs qui déterminent le degré de la tension sociale dans la société et la probabilité de l'apparition des conflits sociaux consiste dans l'élaboration des conceptions idéologiques qui sont en opposition à la doctrine officielle sur laquelle se guide l'élite politique de l'Etat.

Selon V.J.Kellé, "l'idéologie c'est un système d'opinions et d'idées dans lesquelles sont conçues et appréciées les attitudes mutuelles des individus et celles à l'égard de la réalité, les problèmes et les conflits sociaux, et où sont reflétés les objectifs (les programmes) de l'activité sociale orientée vers la consolidation ou le changement (l'évolution) des rapports sociaux existants" (17; p.199). Pourtant le système d'opinions et d'idées n'est apte à jouer un rôle considérable dans la vie de la société que lorsqu'il exerce une influence sur le comportement social réel des groupes sociaux importants,

aussi bien que des individus. C'est-à-dire ce système doit accomplir non seulement une fonction descriptive et explicative, mais aussi une fonction sociale de motivation. Cette dernière n'est possible qu'en cas où les postulats idéologiques acquièrent une importance émotionnelle personnelles, occupent une place importante dans le système de coordonnées émotionnelles dans lesquelles se réalise l'auto-actualisation de la personnalité. Or, pour ce faire, l'idéologie doit se transformer en mythologie sociale, car c'est la mythologie qui se caractérise par l'inséparabilité de la mentalité et de la sphère affective et émotionnelle (18; p.377). E.Mélétinski écrit: "La mythologie est appelée à surmonter les antinomies fondamentales de l'existence humaine, à harmoniser l'être humain, la société et la nature" (18; p.377).

Si l'idéologie tend à la rationalisation de la conception du monde, la mythologie sociale se caractérise par l'accentuation de la perception émotionnelle et imagée de la réalité sociale, ce qui aboutit souvent au renforcement de sa composante irrationnelle. Il est très difficile, voire impossible, de créer, à une base rationnelle, un système de coordonnées sociales orientées à la fois vers l'individu et vers la communauté. C'est la mythologie sociale qui est appelée à remplir cette fonction. Comme écrit E.Durkheim à propos de la religion en tant qu'espèce de mythologie sociale: "Finalement c'est un système de symboles à travers lesquels la société se crée elle-même" (16; p.424). V.Odainik, psychologiste social américain, fait remarquer: "Les symboles... créent la base psychique, ainsi que la base organisationnelle de la vie sociale" (2O; pp.18,19).

Ainsi, on peut définir la mythologie sociale comme un système de symboles sociaux et de repères sociaux émotionnels qui sont importants pour les membres de la communauté et qui sont créés à la base d'une certaine conception du monde (conception idéologique) qui représente un facteur de motivation ou de coordination du comportement social des individus et des groupes.

Il faut aussi souligner qu'il existe des contradictions entre l'idéologie et la mythologie sociale fondée sur cette idéologie. Ces contradictions sont conditionnées par les contradictions dans l'idéologie même, ainsi que par le fait que certains traits de la mythologie sociale existante avaient été propres à la société encore avant l'apparition de cette idéologie et que ces traits y sont seulement adaptés dans une certaine mesure et qu'ils exercent, à leur tour, une influence sur sa formation. Or, la mythologie sociale s'imprègne de toute l'histoire de l'évolution spirituelle de l'ethnie donnée et la reflète en même temps.

En plus, la mythologie sociale se distingue de l'idéologie par le fait que son évolution est beaucoup plus "spontanée", plus indépendante de la volonté des individus et des institutions qui ont participé à sa création. Cette spontanéité s'explique par le fait que la mythologie sociale, comme nous venons de le mentionner, se forme généralement en interaction de la conception idéologique dominante avec les stéréotypes existants de la conscience publique. Par conséquent, la mythologie devient un élément de la conscience publique et commence à se développer conformément aux lois de son évolution. Aussi les changements de la mythologie sociale ne sont-ils possibles qu'à condition des changements dans la conscience publique qui, comme on le sait, sont difficiles à obtenir à bon escient. Si l'idéologie peut être légitime aussi bien qu'illégitime aux yeux de l'opinion publique, c'est-à-dire exister ou même dominer sans bénéficier toutefois d'un large soutien, la perte de la légitimité de la mythologie sociale signifie la fin de l'existence de cette dernière, ce qui veut dire qu'elle ne peut exister que lorsqu'elle est "dissoute" dans les stéréotypes de conscience publique et de comportement social.

L'idéologie (la mythologie sociale) ne peut être rejetée par la société ou par un individu qu'en cas d'existence d'une idéologie (d'une mythologie sociale) "alternative" dont l'une des fonctions, comme le fait remarquer R.Merton, "consiste à déterminer la source socio-structurelle des déceptions

de masses et à refléter une structure alternative qui ne doive pas décevoir les dignes” (19; p.94).

Ainsi, comme nous venons de le mentionner, l’idéologie et la mythologie sociale déterminent le programme de l’activité sociale, le principe de consolidation de la société et représente le pivot autour duquel se forme l’interaction sociale. Même les forces sociales qui rejettent l’idéologie (la mythologie sociale) quelconque se voient obligées d’agir dans le champ paradigmatique et sémantique qui est créé à sa base et, par cela même, de le soutenir malgré elles-mêmes. L’idéologie (la mythologie sociale) s’épuise au moment où la réalité sociale, créée à sa base, entre en contradiction avec elle.

Essayons d’analyser les principales conceptions idéologiques les plus répandues dans la société ukrainienne d’aujourd’hui, et notamment les conceptions démocratique nationale, néo-communiste, nationale-radicale et, enfin, intégrationniste de marché qui réunit l’idée de l’édification de l’économie de marché à celle de l’intégration politique de l’Ukraine avec la Russie.

Les traits essentiels de l’idéologie démocratique nationale consistent dans l’orientation vers le modèle de marché du développement de la société, l’indépendance de l’Etat ukrainien, la tolérance nationale et la création des conditions favorables à l’épanouissement des minorités nationales. En même temps, les leaders des partis démocratiques nationaux se prononcent contre l’élargissement de l’autonomie administrative des régions, surtout de celles où une part considérable de la population n’est pas de nationalité ukrainienne, par crainte du séparatisme régional.

Le trait principal qui distingue l’idéologie néo-communiste de l’idéologie communiste de l’époque soviétique consiste dans le renoncement réel à l’édification de la société communiste en tant qu’objectif social. Si l’idéologie communiste mettait l’accent sur les perspectives du développement de la société, sur son avenir, l’idéologie néo-communiste prête une attention particulière à la rétrospective. Autrement dit, cette

idéologie peut être caractérisée comme une idéologie reconstructiviste. En outre, dans l'idéologie neo-communiste on voit distinctement des motifs sociaux démocratiques (par exemple, elle admet l'existence de la propriété privée), ce qui est conditionné à un fort degré par les intérêts des représentants de l'élite de l'ancien parti communiste, qui représente actuellement une part considérable des gros entrepreneurs et constitue la source principale de financement de la gauche en influençant ainsi l'élaboration de sa stratégie politique.

Les motifs de l'intégration politique de l'Ukraine et de la Russie dominent dans l'idéologie neo-communiste, ce qui se reflète dans les conceptions des adeptes de cette idéologie. Selon les résultats du sondage entrepris par la société "Socis-Gallup" avec la participation de notre groupe de recherches en février 1996 (1200 personnes ont participé à l'enquête sur échantillons représentatifs), parmi les partisans de la voie socialiste du développement de l'Ukraine il y a 44,2 % des enquêtés qui se prononcent pour la création d'un seul Etat réunifiant l'Ukraine et la Russie (à l'instar de l'ex-URSS), 25,7 % pour une union interétatique étroite de l'Ukraine et de la Russie, tandis que 26,9 % des représentants de ce groupe défendent l'idée de l'indépendance complète de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie. En revanche, parmi les partisans de la voie capitaliste du développement de l'Ukraine il y a 67,2 % qui se prononcent pour l'indépendance de l'Ukraine, 12,7 % pour la création d'un Etat unique de l'Ukraine et de la Russie, 15,4% pour une union interétatique étroite de l'Ukraine et de la Russie. Donc, il existe une liaison directe entre le choix du modèle socio-économique du développement de l'Ukraine et l'attitude envers le problème de l'indépendance de l'Etat ukrainien. Les partisans du modèle socialiste se prononcent le plus souvent pour l'intégration ukraïno-russe, tandis que ceux du modèle capitaliste luttent pour l'indépendance de l'Ukraine.

Parmi les conceptions idéologiques répandues en Ukraine il convient de citer encore l'idéologie "intégrationniste de marché" qui réunit l'idée de

l'économie de marché à celle de l'intégration politique et économique des pays membres de la CEI jusqu'à leur réunification en un seul Etat, pourtant, comme le prouvent les données susmentionnées des enquêtes sociologiques, la popularisation de cette conception idéologique est plus faible.

Pour ce qui est de l'idéologie nationale-radicale en Ukraine, l'idéologie de l'Assemblée nationale ukrainienne, parti national-radical le plus important du pays, est basée sur l'accentuation du danger que la Russie présente pour l'indépendance de l'Ukraine. Avec cela, les motifs xénophobes proprement dits auxquels on pourrait s'attendre dans le cas d'une organisation nationaliste radicale n'y sont pas exprimés très nettement. Les idéologues de l'Assemblée nationale ukrainienne, de même que ceux des autres mouvements nationaux-radicaux du pays, participent à l'élaboration de l'ensemble de problèmes sociaux, et notamment la lutte contre la corruption, les prévarications et l'abus d'autorité. Le nombre d'adeptes de cette idéologie en Ukraine est faible: selon les enquêtes sociologiques, 2 % des habitants d'Ukraine au plus se sont déclarés sympathisants avec l'Assemblée nationale ukrainienne.

En Ukraine il existe également d'autres associations politiques dans l'idéologie desquelles les motifs xénophobes occupent une place importante (Parti social-nationaliste, association "Indépendance de l'Etat ukrainien"), pourtant leurs membres sont très peu nombreux (chaque association a quelques centaines de militants) et leur influence sur la vie sociale et politique en Ukraine est pratiquement nulle.

La confrontation des idéologies et des forces politiques qui les expriment définissent dans une grande mesure le caractère des processus socio-politiques qui se déroulent actuellement en Ukraine. L'axe principal de la confrontation idéologique en Ukraine passe entre l'idéologie démocratique nationale et l'idéologie néo-communiste. Cette confrontation se réalise dans l'approche contraire de la solution des deux problèmes socio-politiques les plus importants: *premièrement*, le choix entre le développement de l'Ukraine

en tant qu'Etat indépendant et l'intégration politique des anciennes républiques soviétiques; *deuxièmement*, le choix entre le modèle de marché et le modèle centralisé planifié (socialiste) du développement économique du pays.

La particularité de la situation qui s'est créée autour de l'idéologie démocratique nationale après 1991 consiste en ce que, d'une part, après la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine et de la politique de reconstruction de l'économie de marché, ses principes essentiels ont été mis à la base de la doctrine idéologique officielle, sur lesquels se guident les milieux dirigeants. D'autre part, les idéologues des partis démocratiques nationaux mettent l'accent sur leur opposition au pouvoir, sur ce que la déclaration des principes démocratiques nationaux du développement de la société ukrainienne par les autorités a peu de commun avec la politique réelle qu'elles poursuivent et qui ne fait que voiler les intérêts de l'ancienne élite industrielle et du parti de l'époque soviétique qui a su garder ses positions après la proclamation de l'indépendance du pays. Pourtant cette opposition est, à un fort degré, déclarative, provoquée par le refus d'assumer la responsabilité de la politique inefficace menée par les autorités. Cette opposition ne se manifeste dans aucune activité, sauf dans la critique du pouvoir, en l'accusant de l'indécision dans la réalisation des réformes.

Les idéologies néo-communiste et intégrationniste de marché représentent les principales conceptions d'opposition à la politique officiellement déclarée par les autorités ukrainiennes.

L'idéologie d'opposition comprend toujours deux composantes principales: d'une part, c'est la négation de l'idéologie officielle et la réprobation des réalités sociales créées sur sa base et, d'autre part, la définition de nouveaux objectifs sociaux, la création de l'image de l'ordre social désiré.

La faiblesse de ces deux idéologies d'opposition consiste en ce qu'elles sont du type reconstructiviste, c'est-à-dire elles visent à la

reconstitution d'un certain ordre social qui a déjà été discrédité aux yeux de l'opinion publique. Bien que le nouvel ordre social soit plein de contradictions, la restitution du "statu quo" est mise en doute par l'opinion publique, car on se souvient bien non seulement des traits positifs de l'ancien système qui le distinguent avantageusement du système d'aujourd'hui, mais on se souvient également des traits négatifs de l'ancien système qui l'ont mené à sa perdition. L'incapabilité de proposer une doctrine sociale tout à fait neuve diminue sensiblement l'attractivité des conceptions idéologiques d'opposition dont nous venons de parler.

Si l'on se sert de termes introduits par L.N.Goumiliev, historien russe connu, on peut dire que les adeptes de ces idéologies d'opposition (comme le prouve le caractère de leur activité socio-politique) font preuve d'un bas niveau du "*passionnarisme*". Le "passionnarisme", notion introduite par L.N.Goumiliev pour désigner l'aptitude d'un individu ou d'un certain groupe d'individus de vouer leur vie et leur activité sociale à une seule cause: atteindre un objectif idéal, voire illusoire, tout en négligeant souvent la satisfaction de leurs propres besoins matériels réels (14; pp.33 à 43). En règle générale, les individus dont le niveau de "passionnarisme" est élevé se regroupent autour d'une nouvelle idée sociale qui leur est autosuffisante et qui ne sert pas de moyen de satisfaire leurs besoins matériels. Par exemple, depuis ses origines, l'idée communiste avait un potentiel "passionnaire" considérable , puisqu'elle créait l'image d'une future société prospère délivrée de toute contradiction sociale. Pourtant, avec le temps cette idée est tombée dans le plus total discrédit aux pays du "socialisme réel" et a perdu son potentiel "passionnaire". Le bas niveau du "passionnarisme" des partisans des idéologies d'opposition aboutit à leur passivité, même lorsque le nombre de ces partisans est considérable. Dans cette situation, l'accroissement de la tension sociale et l'apparition des conflits sociaux sur une base idéologique sont peu probables.

Cependant, le fait que l'idéologie officielle contient des contradictions qui peuvent aboutir à une crise, rend possible l'apparition éventuelle de nouvelles idéologies d'opposition en Ukraine. Parmi les contradictions de l'idéologie officielle il convient de citer avant tout celle qui existe entre l'objectif de démocratisation de la vie sociale et un faible niveau de développement des institutions sociales qui permettent aux citoyens d'influer sur la politique poursuivie par les organes du pouvoir à l'échelle nationale, régionale ou locale.

Il y a lieu de rappeler l'une des principales dispositions de l'idéologie officielle de l'époque où l'on a entrepris des réformes économiques: c'était la thèse d'après laquelle on pouvait s'attendre à des résultats rapides de ces réformes qui devaient aboutir très prochainement à une élévation sensible du niveau de vie. L'incapacité de réaliser toutes ces promesses baisse le niveau de légitimité du régime politique, de même que celui de l'idéologie dont ce régime se sert.

Donc, dans le présent chapitre nous avons entrepris la description des facteurs qui influent sur le niveau de la tension sociale dans la société ukrainienne. Dans le chapitre suivant, en nous basant sur l'analyse des résultats obtenus au cours des enquêtes sociologiques, nous essayerons d'élucider la manière dont cette influence s'exerce.

CHAPITRE II.
TENSION SOCIALE DANS LA SOCIETE UKRAINIENNE D'AUJOURD'HUI: ETAT ET TENDANCES

Le présent chapitre est fondé sur les résultats des enquêtes sociologiques entreprises en mars et en mai 1997 par la société "Socis-Gallup" avec la participation des membres de notre groupe de recherches.

Les sondages en question ont été effectués dans 17 régions d'Ukraine sur échantillons qui représentent sa population selon les principaux indices sociaux et démographiques (âge, sexe, niveau d'instruction, type d'agglomération). Chaque échantillon comprend 1200 personnes. Nous avons la possibilité de comparer les données de ces recherches à celles des enquêtes réalisées par l'Institut National des Recherches Stratégiques en 1993 et en 1994, ce qui permettra de révéler certaines tendances de l'évolution de la situation socio-politique en Ukraine au cours de ces dernières années.

Comme on voit au tableau 1, en 1997, par rapport aux années 1993 et 1994, il y a un accroissement du nombre d'habitants qui estiment la situation socio-politique dans leur région comme "normale et calme". Pourtant on observe une légère tendance à l'accroissement de la part de ceux qui estiment qu'il y a une menace de conflits sérieux. En outre, l'appréciation générale relativement élevée de la situation comme "normale et calme" est obtenue grâce aux réponses des habitants des villages dont 50,1 % ont donné cette réponse, tandis que seulement 21,7 % des habitants de la capitale et 27,4 % des habitants des autres villes sont de cet avis.

Tableau 1.

Appréciation par les enquêtés de la situation socio-politique dans la région qu'ils habitent (en %)

Comment appréciez-vous la situation socio-politique générale dans votre région?

Appréciation de la situation	**mai 1993**	**décembre 1994**	**mars 1997**
Normale, calme	24,4	23,8	34,7
Il existe une faible	42,1	38,6	25,4

tension sociale			
Il existe une forte tension sociale	19,1	22,2	16,0
Il existe une menace de conflits sérieux	5,5	7,3	10,8

Parmi les enqêtés qui considèrent que dans leur région il existe une tension sociale et une menace de conflits, les plus nombreux sont ceux qui sont persuadés que ces conflits auraient lieu avant tout entre la majorité des habitants de l'Ukraine et les dirigeants de l'Etat (v. tab. 2), entre les ouvriers des entreprises et leur administration, entre les habitants de la région et les autorités locales, entre les riches et les pauvres.

L'appréciation de la probabilité des conflits entre ces groupes, ainsi qu'entre les habitants de la région et le pouvoir central a sensiblement augmenté par rapport à 1993. Notons qu'en mai 1993 les habitants d'Ukraine considéraient que les rapports entre les partisans de divers partis politiques étaient les plus conflictogènes. Quoique le rôle de ce facteur reste important, on voit se dessiner une tendance du déplacement du vecteur de tension sociale de l'opposition idéologique (il s'agit avant tout des partisans du parti démocratique national et des partis de gauche) à l'opposition entre les larges couches populaires et les autorités, ainsi qu'entre les ouvriers et l'administration des entreprises.

Tableau 2.

Pronostics faits par les enquêtés en matière de conflits éventuels entre divers groupes sociaux de leur région (en %).

En cas où vous considérez que dans votre région il existe une certaine tension sociale ou une menace de conflits, dites entre quels groupes sociaux, à votre avis, pourraient-ils avoir lieu?

Participants éventuels	**mai**	**mars**

aux conflits	1993	1997
Entre la majorité de la population de l'Ukraine et les dirigeants de l'Etat	39,5	65,3
Entre les ouvriers des entreprises et leur administration	30,6	64,9
Entre les habitants de la région et les autorités locales	33,6	58,0
Entre les riches et les pauvres	40,4	49,9
Entre les partisans de divers partis politiques	46,9	42,9
Entre les habitants de la région et le pouvoir central	25,5	38,6
Entre les entrepreneurs privés et la majorité des habitants	28,1	32,3
Entre les croyants appartenant à de différentes confessions religieuses	27,6	23,4
Entre les représentants de différentes nationalités	19,2	21,1

Essayons de déterminer les vecteurs principaux de la tension sociale en Ukraine par voie de l'analyse factorielle des appreciations par les enquêtés de la probabilité des conflits entre divers groupes sociaux. Le modèle à quatre facteurs s'est avéré le plus productif (v. tab.3). Le premier facteur le plus informatif qui décrit 27 % de la variance de l'indice général est en corrélation avec les appréciations de la probabilité des conflits entre les partisans de divers partis politiques, entre les croyants appartenant à de différentes confessions religieuses et entre les représentants de différentes nationalités. On peut désigner ce facteur comme lié aux conflits idéologiquement motivés. Le fait que ce facteur est en corrélation forte avec la probabilité d'apparition

des conflits interethniques s'explique par ce que l'apparition de conflits interethniques est liée à la situation politique générale aux pays dont la population est multinationale. En outre, les partis et les mouvements politiques, surtout ceux qui ont une orientation extrémiste, ainsi que les leaders religieux jouent un rôle considérable dans l'apparition de tels conflits. La particularité de la situation en Ukraine consiste en ce que différentes forces politiques soutiennent différentes confessions. Cela concerne, en premier lieu, le soutien des églises orthodoxes qui ont apparu en Ukraine après le schisme de l'orthodoxie ukrainienne.

La haute capacité d'information de ce facteur témoigne de ce que la tension sociale due aux causes politiques et idéologiques reste tout de même un facteur important de la vie sociale, malgré l'accroissement du rôle des autres vecteurs de la tension.

Le deuxième facteur (capacité d'information de 15 %) est lié aux conflits entre les entrepreneurs privés et la majorité de la population, entre les riches et les pauvres. L'existence d'une corrélation (quoique assez faible) de ce facteur avec des conflits interethniques reflète le stéréotype de l'opinion publique d'une partie xénophobe de la population qui lie souvent l'image d'un entrepreneur privé ou celle de toute personne riche à qui, en plus, on attribue des caractéristiques négatives, avec les représentants de certains groupes nationaux (par exemple, les ressortissants de Caucase).

Tableau 3.
Analyse factorielle des appréciations de la probabilité des conflits entre divers groupes sociaux.

Participants éventuels aux conflits	**F1**	**F2**	**F3**	**F4**	**Com-mu-nautés**

Entre la majorité de la population de l'Ukraine et les dirigeants de l'Etat			0,84		0,73
Entre les habitants d'une région et le pouvoir central			0,74	0,30	0,65
Entre les habitants d'une région et les autorités locales			0,30	0,73	0,63
Entre les ouvriers des entreprises et leur administration				0,82	0,71
Entre les partisans de divers partis politiques	0,76				0,61
Entre les représentants de différentes nationalités	0,63	0,29			0,49
Entre les entrepreneurs privés et la majorité des habitants		0,84			0,75
Entre les riches et les pauvres		0,86			0,76
Entre les croyants appartenant à de différentes confessions religieuses	0,77				0,61

N.B. Le présent tableau ne reflète que les coefficients dont la valeur dépasse 0,25.

Le troisième facteur (capacité d'information de 13 %) reflète l'idée de la probabilité d'apparition de conflits entre la majorité de la population et les dirigeants du pays. Et enfin le quatrième facteur est en corrélation avec les conflits entre les ouvriers des entreprises et leur administration, entre les habitants de la région et les autorités locales, c'est-à-dire les conflits avec l'élite dirigeante locale.

Or, on peut relever quatre vecteurs principaux de tension sociale dont *le premier* est dû aux motifs idéologiques (en premier lieu, entre les partisans de la droite et ceux de la gauche); *le deuxième* entre les couches aisées et pauvres de la population, qui est stimulé dans une grande mesure par

l'idéologie communiste; *le troisième* entre la population de l'Ukraine et les organes du pouvoir suprêmes de l'Etat; *le quatrième* entre les habitants d'une région ou de certaines agglomérations et les autorités locales ou l'élite industrielle.

En transformant les facteurs décrits ci-dessus en facteurs-indices, nous pouvons révéler comment les idées concernant la probabilité des conflits se manifestent chez les représentants de divers groupes d'habitants d'Ukraine.

L'idée d'une grande probabilité des conflits dus aux motifs politiques et idéologiques est la plus répandue chez des enquêtés très aisés. Et au contraire, l'idée de la probabilité des conflits entre les riches et les pauvres est répandue surtout parmi les groupes d'habitants économiquement faibles. Les différences interrégionales sont assez importantes. Ainsi, les idées d'une grande probabilité d'apparition de conflits constituant le premier facteur sont plus répandues à Kyiv, dans les régions de l'ouest et du sud-ouest, mais elles sont moins répandues dans le sud et l'est de l'Ukraine. Le deuxième facteur est le plus prononcé dans les régions du sud-est et du sud-ouest du pays, le troisième facteur en Crimée, dans les régions du nord et de l'est, le quatrième facteur dans les régions de l'ouest et du sud du pays.

L'éventualité de conflits sur une base idéologique est admise par les enquêtés dont la participation aux actes de protestation est motivée par les idéologèmes proches de l'idéologie officielle de l'élite dirigeante ukrainienne d'aujourd'hui (la défense de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du pays, la lutte pour la liberté d'entreprendre et la libération de l'économie), tandis que la probabilité d'apparition de conflits entre les riches et les pauvres, entre la majorité de la population du pays et les dirigeants de l'Etat est exprimée le plus souvent par les enquêtés dont la participation aux actes de protestation est motivée par les idéologèmes qui sont en opposition à l'orientation politique actuelle du pays (la lutte contre l'instauration du régime capitaliste et la lutte pour la réunification de l'Ukraine et de la Russie).

Les enquêtés motivant leur participation éventuelle aux manifestations de protestation “par la nécessité de la lutte contre l’emprise des représentants du pouvoir” pronostiquent avant tout une grande probabilité des conflits entre la population et les autorités locales, entre les ouvriers des entreprises et leur administration. Comme on le verra plus loin, le motif de la lutte contre l’emprise des représentants du pouvoir constitue un facteur qui exerce la plus forte influence sur la radicalisation de l’opinion publique ukrainienne en ce qui concerne la participation aux manifestations de protestation. Or, on peut pronostiquer un caractère grave des conflits locaux éventuels entre les ouvriers et l’administration des entreprises. Au fond, d’ores et déjà ces conflits ont un caractère grave.

Notons aussi qu’une grande probabilité de conflits entre les autorités locales et l’administration des entreprises est indiquée par les enquêtés qui sont prêts à lutter pour la libéralisation de l’économie. Autrement dit, selon les enquêtés, ce sont surtout les élites locales qui s’opposent aux réformes économiques de marché en Ukraine.

Tableau 4.
Motivation de la participation éventuelle des habitants de l’Ukraine aux manifestations de protestation.
Qu’est-ce qui pourrait causer votre participation personnelle aux manifestations de protestation?

Motifs	**mai 1993**	**mars 1997**
Baisse du niveau de vie de ma famille	70,3	61,6
Défense de droits de mon peuple	63,3	48,6
Lutte pour la protection de l’environnement	67,5	47,6

Défense de la démocratie, des droits de l'homme	60,4	46,4
Lutte contre l'emprise des représentants des organes du pouvoir	35,1	34,1
Défense de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine	51,6	34,0
Lutte pour la réunification de l'Ukraine et de la Russie(*)		28,3
Lutte pour la libre-entreprise, pour la libération de l'économie	37,1	22,0
Nécessité de la lutte pour le pouvoir des travailleurs, contre l'instauration du régime capitaliste	22,3	17,4
Lutte pour l'autonomie ou l'indépendance totale de ma région vis-à-vis de l'Ukraine	16,9	6,7

* Cette variante de réponse ne figurait pas lors de l'enquête réalisée en 1993.

L'une des hypothèses de nos recherches était la supposition que l'accroissement de la tension sociale et l'expansion des actes de protestation sociale de large envergure ne sont possibles qu'à condition de l'élaboration d'une certaine idéologie d'opposition qui constituerait un facteur de consolidation des participants potentiels à ces actes et des forces d'opposition en général.

Lors du sondage, les enquêtés ont été interrogés sur les motifs de leur participation éventuelle aux manifestations de protestation. Comme on le voit au tableau 4, la primauté des causes de la participation aux actes de protestation a peu changé depuis le mois de mai 1993 où une pareille enquête a été réalisée. En même temps, on a vu diminuer l'attractivité de la plupart des motifs indiqués, ce qui veut dire que leur rôle, en tant que stimulants de la participation aux manifestations de masses, a diminué.

Les motifs dominants restent les mêmes: “baisse du niveau de vie de ma famille”; “ défense des droits de mon peuple”; “ lutte pour la protection de l’environnement”; “ défense de la démocratie, des droits de l’homme”; “ lutte contre l’emprise des représentants des organes du pouvoir”; “ défense de l’indépendance et de l’intégrité territoriale de l’Ukraine”.

On peut y constater la domination des motifs économiques de la participation éventuelle aux manifestations de protestation. Pourtant, pour que ces causes économiques deviennent facteurs efficaces de la participation aux manifestations réelles de protestation, il est nécessaire qu’elles soient “appuyées” par des slogans qui coïncident avec la conception du monde et les orientations socio-politiques de l’individu.

Nous avons procédé à une analyse factorielle qui nous a permis de regrouper différents motifs de la participation aux actes de protestation en complexes principaux de motivation (facteurs). Nous avons choisi un modèle à quatre facteurs, qui permet de décrire 72 % de la variance de l’indice résultant (v. tab. 5).

Tableau 5.
Analyse factorielle de la motivation de la participation éventuelle aux manifestations de protestation.

Motifs	**F1**	**F2**	**F3**	**F4**	**Commu-nautés**
Baisse du niveau de vie de ma famille			0,87		0,80
Nécessité de la lutte pour le pouvoir des travailleurs, contre l’instauration du régime capitaliste		0,79			0,69
Défense de l’indépendance et de l’intégrité territoriale de l’Ukraine	0,80				0,65
Lutte pour l’autonomie ou				0,96	

l'indépendance totale de ma région vis-à-vis de l'Ukraine					
Défense de la démocratie, des droits de l'homme	0,75		0,36		0,72
Lutte contre l'emprise des représentants des organes du pouvoir	0,42		0,61		0,59
Lutte pour la protection de l'environnement	0,71	0,28	0,28		0,67
Défense des droits de mon peuple	0,77		0,34		0,76
Lutte pour la libre-entreprise, pour la libération de l'économie	0,66				0,57
Lutte pour la réunification de l'Ukraine et de la Russie		0,81			0,74

N.B. Le présent tableau ne reflète que les coefficients dont la valeur dépasse 0,25.

C'est le premier facteur qui est le plus informatif: il décrit 44 % de la variance de l'indice général. Ce facteur réunit les motifs suivants: "défense de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine"; "défense des droits de mon peuple"; "défense de la démocratie, des droits de l'homme"; "lutte pour la protection de l'environnement"; "lutte pour la libre-entreprise, pour la libération de l'économie". On peut voir que ce facteur comprend les idéologèmes qui constituent la base de l'idéologie officielle de l'Etat ukrainien, et notamment l'indépendance, les réformes economiques de marché, la démocratie et les droits de l'homme.

Etant donné que c'est le facteur potentiel le plus important de la participation aux actes de protestation, il ne peut se manifester qu'en cas où sont menacées les valeurs sociales vers lesquelles est orientée l'idéologie officielle. Jusqu'à présent, ce facteur de motivation ne fait qu'entraver

l'apparition des manifestations de protestation. Cela est prouvé par le fait qu'après avoir transformé ce facteur en facteur-indice, nous avons découvert que sa valeur est plus élevée dans le groupe d'enquêtés qui font confiance au Président d'Ukraine qui est, à un fort degré, la personnification de l'orientation socio-politique officielle du pays. Dans ce groupe, la valeur du facteur constitue 0,16, tandis que parmi ceux qui ne font pas confiance au Président la valeur du premier facteur est égale à (-0,11).

Ce facteur est nettement accusé chez les enquêtés très cultivés et très bien payés, plutôt chez les jeunes que chez les personnes âgées, plutôt chez les Ukrainiens et les représentants des minorités nationales autres que les Russes. Parmi les régions, ce facteur se manifeste le plus souvent à Kyiv, au centre, dans le sud, l'ouest et le sud-ouest du pays. Il est moins caractéristique pour la Crimée, les régions du nord-est, de l'est et du nord du pays.

Le deuxième facteur (capacité d'information de 11 % réunit les motifs tels que "lutte pour le pouvoir des travailleurs, contre l'instauration du régime capitaliste" et "lutte pour la réunification de l'Ukraine et de la Russie", c'est-à-dire les slogans principaux de l'idéologie néo-communiste en Ukraine. La thèse de la nécessité de la réunification politique de l'Ukraine et de la Russie est également utilisée par les mouvements politiques d'orientation non communiste, et notamment le Congrès Civil d'Ukraine, le Parti Républicain de Crimée. Donc, le deuxième facteur comprend les idéologèmes qui sont utilisés par l'opposition politique ukrainienne.

Les motifs qui se rapportent à ce facteur sont plus nettement exprimés chez des gens au bas niveau d'instruction et au bas niveau de revenus, plutôt chez des personnes âgées que chez les jeunes, plus souvent chez les Russes que chez les Ukrainiens. Ce facteur se manifeste le plus nettement en Crimée et dans les régions du sud et de l'est du pays.

Le troisième facteur (capacité d'information de 9 %) réunit les motifs: "baisse du niveau de vie de ma famille" et "lutte contre l'emprise des

représentants des organes du pouvoir”. C’est-à-dire dans la mentalité des habitants d’Ukraine la lutte économique s’associe avant tout aux dispositions hostiles à la nomenklatura.

Les motifs du troisième facteur sont plus nettement exprimés chez les enquêtés au niveau d’instruction élevé, plus souvent chez les jeunes que chez les personnes âgées, plus souvent chez les Russes que chez les Ukrainiens. L’influence du niveau de revenus sur la force d’expression de ce facteur est minime. Ce facteur se manifeste le plus nettement en Crimée, dans les régions de l’est et du sud-est du pays.

Et enfin le quatrième facteur (capacité d’information de 8 %) qui est en corrélation seulement avec le motif de la lutte pour l’autonomie ou l’indépendance totale de la région où habite l’enquêté, vis-à-vis de l’Ukraine. La manifestation de ce facteur dépend peu des caractéristiques socio-démographiques. La valeur la plus élevée de ce facteur est observée en Crimée.

Ainsi, la motivation de la participation éventuelle de la population de Crimée aux manifestations de protestation coïncide avec les idéologèmes de l’opposition politique ukrainienne. Ces idéologèmes sont également répandus (quoique moins qu’en Crimée) dans les régions de l’est et du sud de l’Ukraine. En même temps, en Crimée et dans l’est du pays, les idéologèmes qui coïncident avec l’idéologie officielle de l’élite politique ukrainienne sont les moins exprimés dans la conscience publique et ils servent de facteur qui empêche l’apparition des manifestations de protestation. Cela explique, dans une grande mesure, le fait que c’est en Crimée et dans les régions de l’est du pays que les manifestations de protestation apparaissent le plus souvent et que c’est là qu’elles ont un caractère de masses plus prononcé. Cela a été prouvé par la manifestation nationale de protestation du 18 mars dernier au cours de laquelle le plus grand nombre de participants a été enregistré justement dans ces régions. Selon les résultats de notre enquête, seuls 3,7 % d’enquêtés en Crimée ont caractérisé la situation dans la région comme

“normale et calme”, 18,4 % dans l’est du pays (contre 34,7 % des enquêtés dans l’ensemble du pays).

Il y a lieu de constater que cette situation persistera encore dans un proche avenir. Plus souvent que dans l’ensemble du pays, les habitants de ces régions estiment que des conflits entre la population et le pouvoir central y seraient possibles. Plus souvent que dans l’ensemble du pays, ils expriment leur approbation des formes de protestation telles que les meetings et les grèves.

Il est à noter que la différence qui existe dans les jugements, portés sur eux-mêmes, des habitants des régions à niveau élevé de tension sociale, d’un côté, et les indices à l’échelle nationale, de l’autre côté, n’est pas aussi grande pour qu’elle puisse expliquer la différence des niveaux de tension sociale. Il est vrai que, selon ces jugements, le niveau de vie en Crimée est quelque peu inférieur. Seuls 3,9 % des habitants de Crimée réalisent des revenus dépassant 100 grivnas par un membre de la famille (11,3 % de l’échantillon total). 85,2 % des enquêtés estiment leur situation matérielle comme “mauvaise” (70,4 % de l’échantillon total). Pourtant, dans l’est du pays, 20,2 % des enquêtés réalisent un revenu dépassant 100 grivnas par un membre de la famille, ce qui est supérieur aux indices à l’échelle nationale.

Ainsi, malgré que la majorité de la population d’Ukraine prétexte la baisse du niveau de vie pour la participation éventuelle aux manifestations de protestation, ce motif se rapporte au facteur qui ne décrit que 9 % de la variance totale de l’indice lié à la motivation de la participation aux actes de protestation. La plus grande force descriptive revient au facteur de motivation qui se constitue d’idéologèmes qui font partie de la doctrine idéologique du régime politique existant.

Le facteur lié aux idéologèmes qui font partie de l’idéologie de l’opposition politique est quatre fois plus petit que le facteur précédent. Notons aussi que les motifs de la participation aux actes de protestation, qui compose le deuxième facteur, sont les plus répandus parmi les groupes

sociaux et démographiques ayant une faible capacité d'autoorganisation et, par conséquent, un bas niveau d'activité sociale. En premier lieu, nous y rapportons les personnes âgées et celles à un bas niveau d'instruction. Ce fait diminue davantage l'influence de ce facteur sur l'apparition des actes de protestation. En même temps, sa capacité d'information est légèrement supérieure à celle du facteur lié à la motivation d'ordre économique.

Les résultats obtenus, et notamment la capacité d'information et l'arrangement de facteur, permettent d'expliquer: *premièrement*, une faible expansion des actes de protestation dans les conditions d'une situation économique difficile de la majorité de la population; *deuxièmement*, la participation commune de la gauche et des partisans de l'intégration politique de l'Ukraine et de la Russie aux manifestations politiques de protestation; *troisièmement*, ce que la lutte économique en Ukraine acquiert le plus souvent la forme de revendications dirigées contre les infractions commises par les autorités locales, les administrations des entreprises et des associations industrielles. En même temps, ce sont justement ces revendications qui influent, comme on le verra ci-dessous, sur la radicalisation de l'attitude des habitants d'Ukraine à l'égard de la participation aux actes de protestation.

On peut également juger du niveau de tension sociale d'après l'indice concernant l'attitude des enquêtés envers diverses formes de la protestation sociale, économique et politique. Comme on le voit au tableau 6, au cours des années 1993 à 1997, l'attitude de la population envers les manifestations de rue et les meetings sanctionnés est restée pratiquement invariable. L'attitude envers les grèves licites a peu changé. On a observé la tendance d'un faible accroissement de l'attitude positive envers les manifestations de rue et les meetings non sanctionnés, les grèves illicites, les grèves avec occupation des locaux, le blocage du trafic routier. On a constaté une diminution considérable, par rapport au mois de septembre 1994, de la part de ceux qui désapprouvent de telles formes illicites de protestation. Pourtant, ceux qui

désapprouvent surtout les formes radicales de protestation, constituent la majorité des enquêtés. On observe donc la tendance d'une certaine indulgence de l'opinion publique à l'égard des formes illicites de protestation. Ce sont les habitants de Crimée, du nord-est et du sud du pays qui font preuve, le plus souvent, d'une attitude positive envers les grèves licites. Les habitants de ces mêmes régions et ceux de la région du sud-est du pays font preuve d'une attitude positive envers les manifestations de rue et les meetings sanctionnés. Les différences régionales, qui existent dans l'attitude envers les formes illicites de protestation, sont de peu d'importance.

Selon les réponses des enquêtés sur leur attitude envers diverses formes de protestation et grâce aux procédés de l'analyse d'amas, l'ensemble des enquêtés a été divisé en trois groupes (amas). Le premier amas, le plus nombreux (74 % de tous les enquêtés) comprend les enquêtés qui ont une attitude positive ou tolérante envers les formes légitimes de

Tableau 6.

Attitude de la population du pays envers diverses formes de protestation (en %).

Quelle est votre attitude personnelle envers le recours éventuel d'un certain groupe social aux moyens suivants en vue de défendre ses droits et ses intérêts?

Forme de protestation	**Soutien**			**Réprobation**		
	1993	**1994**	**1997**	**1993**	**1994**	**1997**
Manifestations de rue et meetings sanctionnés	51,8	59,4	50,1	10,4	13,7	13,4
Grèves licites	41,6	51,5	47,9	23,3	17;9	17,4
Boycottage: refus d'accomplir les décisions de l'administration ou des autorités	15,2	21,0	23,3	44,0	35,8	32,6

Manifestations de rue et meetings non sanctionnés	5,9	7,8	12,0	6O,5	61,8	49,3
Grèves illicites	4,0	5,7	10,9	68,7	68,7	53,4
Occupation des locaux, blocage du trafic routier et ferroviaire	2,1	1,8	6,4	75,9	85,3	74,5
Formations des unités armées qui ne seraient pas du ressort du Président ni du gouvernement	3,5	1,5	3,4	72,6	89,5	76,2

protestation (manifestations de rue, grèves et meetings sanctionnés), mais qui désapprouvent les formes illicites de protestation.

Les représentants du deuxième amas (11 % de tous les enquêtés) ont une attitude positive envers les manifestations légitimes ou illégitimes, sauf celles de violence (manifestations de rue, grèves et meetings illicites). En plus, les enquêtés de cet amas soutiennent le plus énergiquement les formes radicales et extrémistes de protestation. Par exemple, 46,9 % des représentants de cet amas se prononcent pour l'occupation des locaux, le blocage du trafic routier et ferroviaire, 20,0 % de ces enquêtés se prononcent pour la formation des unités armées illicites.

Le troisième amas (15 % de l'ensemble des enquêtés) réunit ceux qui désapprouvent toute forme de protestation, y compris les formes légitimes.

Essayons de définir les facteurs dont dépend l'attitude des habitants d'Ukraine envers les protestations sociale, économique et politique.

Il convient de souligner avant tout que nous n'avons pas découvert de rapports entre la situation économique des enquêtés et le degré de radicalisation de leur attitude envers les manifestations de protestation. Ainsi,

dans le deuxième amas qui réunit les enquêtés les plus radicalement disposés, la part des enquêtés dont le niveau de revenus est le plus élevé (le revenu par un membre de la famille dépassant 100 grivnas par mois) constitue 17,8 %, tandis que dans le troisième amas qui est “socialement passif” cette part ne constitue que 9,3 %. Cependant les représentants du deuxième amas, ayant un niveau de revenus réels le plus élevé, considèrent leur situation économique comme “mauvaise” plus souvent (de 10 %) que les enquêtés du premier et du troisième amas.

L’âge des enquêtés exerce une certaine influence sur le degré du radicalisme des opinions: plus âgés sont les enquêtés, plus bas est le degré de leur radicalisme. Ainsi, la part des personnes dont l’âge dépasse 60 ans constitue 16,2 % dans le deuxième amas, 22,7 % dans le premier et 29,4 % dans le troisième amas. Le degré du radicalisme des habitants du village est inférieur à celui des citadins. Les Ukrainiens sont moins radicaux que les Russes. Ainsi, les Russes constituent 31,5 % dans le deuxième amas, 23,0 % dans le premier et seulement 12,4 % dans le troisième amas. Les hommes sont quelque peu plus radicaux que les femmes.

Toutefois la formation de l’attitude envers les manifestations de protestation dépend le plus des facteurs de motivation idéologique, et plus précisément de celui qui est le motif de “la lutte contre l’emprise des représentants des organes du pouvoir”. Ce facteur est considéré comme motif principal de la participation éventuelle aux manifestations de protestation par 69,8 % des représentants du deuxième amas, par 33,1 % des enquêtés se rapportant au premier amas et seulement par 19,2 % de ceux du troisième amas. Comme nous venons de constater ci-dessus, ce motif est étroitement lié à la motivation économique qui joue le rôle d’un catalyseur de son renforcement. Tous les deux, ils forment un seul facteur.

Il n’est pas étonnant que la lutte contre l’emprise des représentants des organes du pouvoir constitue l’un des arguments motivants de la radicalisation des attitudes envers les manifestations de protestation, surtout

si l'on tient compte du fait que les dispositions des esprits, opposées à l'élite dirigeante, étaient propres à la société ukrainienne bien avant le début de la perestroïka. Les résultats de l'enquête, entreprise par la société "Socis-Gallup" en mai 1997, ont confirmé que ces dispositions se sont conservées jusqu'à nos jours. Les enquêtés devaient répondre à la question: "Quels groupes sociaux nuisent, à votre avis, à la majorité de la population d'Ukraine?"

La question ainsi posée a été considérée comme tout à fait admissible: seul 1 % des enquêtés ont répondu qu'ils ne connaissaient aucun groupe social "hostile" à l'égard de la majorité de la nation ukrainienne. C'est-à-dire, l'existence des groupes "hostiles" dans la société, contre lesquels il fallait lutter, a été considérée comme une situation tout à fait naturelle. Ce sont les brasseurs d'affaires de l'économie souterraine qui y ont remporté la palme, et c'est évident, car ce groupe social est considéré comme hostile dans l'optique de l'idéologie démocratique nationale, aussi bien que dans l'optique de l'idéologie néo-communiste dont chacune traite ce groupe à sa manière. Dans le premier cas, il est traité comme "union de la nomenklatura communiste et de la pègre", tandis que dans le second cas il est considéré comme "engeance de la société démocratique". Cependant la part des enquêtés qui ont indiqué ce groupe a considérablement diminué par rapport à l'enquête de 1993. Ce sont les députés à la Rada Suprême d'Ukraine qui sont considérés le plus souvent comme le deuxième groupe hostile. Ensuite viennent les anciens responsables de l'appareil du P.C.U.S. (Parti Communiste de l'Union Soviétique) et de l'U.J.C. (Union des Jeunesses Communistes) (28 %) et les chefs des entreprises d'Etat (24 %). Les représentants de la majorité des groupes sont appelés "hostiles" plus rarement qu'en 1993, ce qui témoigne, à notre avis, d'une certaine baisse du "niveau d'hostilité" dans la société ukrainienne.

Les quatre groupes qui sont cités le plus souvent peuvent être rapportés aux représentants de l'élite sociale. Donc, l'orientation "antiélitaire" de

l'opinion publique ukrainienne a été observée en 1993, de même qu'en 1997. Notons que la part des enquêtés qui voyaient "l'image de l'ennemi" en anciens responsables de l'appareil du P.C.U.S. et de l'U.J.C. est sensiblement plus grande que la part de ceux qui voyaient "l'image de l'ennemi" en socialistes et en communistes. En même temps, l'attitude négative envers les socialistes et les communistes est exprimée plus souvent qu'envers les démocrates nationaux.

Il convient également de souligner que l'attitude négative envers les entrepreneurs privés est exprimée plus rarement qu'envers les chefs des entreprises d'Etat. L'attitude négative envers ces derniers a doublé au cours des quatre dernières années.

Tableau 7.

"Image de l'ennemi" dans la conscience publique en Ukraine.

L'activité de quels groupes, selon vous, nuit aux intérêts des habitants d'Ukraine? (en %)

Groupes sociaux	**mai 1993**	**mai 1997**
Brasseurs d'affaires de l'économie souterraine	73,0	55,8
Députés à la Rada Suprême d'Ukraine (le parlement)	29,6	35,5
Anciens responsables de l'appareil du P.C.U.S. et de l'U.J.C.	40,5	27,6
Chefs des entreprises d'Etat	11,0	23,4
Forces politiques qui cherchent à obtenir l'autonomie de certaines régions d'Ukraine	31,4	17,8
Entrepreneurs privés	14,1	17,7
Socialistes, communistes	24,8	15,8

Nationaux-radicaux ukrainiens	15,9	12,7
Démocrates nationaux ukrainiens	14,7	8,8
Nationaux-radicaux russes	14,8	7,3
Aucun des groupes cités	-	1,1

Ainsi, nous pouvons constater que le “vecteur d’hostilité” dans le plan social en Ukraine est dirigé avant tout contre l’élite sociale et politique. Et avec cela, au cours des dernières années, le rôle des dispositions antiélitaires dans la formation de “l’atmosphère d’hostilité” dans la société est devenu plus important par rapport au rôle de l’opposition idéologique entre les adeptes des partis démocratiques nationaux et les communistes. Dans le domaine politique et idéologique, le vecteur d’hostilité est dirigé, au plus fort degré, contre la gauche plutôt que contre la droite.

Comme nous venons de le mentionner au chapitre 1, la légitimité des organes du pouvoir aux yeux de la population représente un facteur important de la réduction de la tension sociale. Le degré de la confiance à l’égard des organes du pouvoir est un des indices principaux de cette légitimité. Cependant, comme le tableau 8 nous le prouve, le niveau de cette confiance n’est pas élevé, surtout celui de la confiance à l’égard du parlement et du gouvernement. Le niveau de la confiance à l’égard du Président est légèrement supérieur, ce qui reflète dans une grande mesure l’attitude de la population du pays envers le régime politique. Le Chef d’Etat jouit d’une confiance minime de la population de Crimée (64,8 % des enquêtés de cette région), dans les régions du nord-est (63,5 %), de l’est (52,1 %) et du sud-est du pays (43,1 %), c’est-à-dire dans les régions dont la population, comme nous venons de le mentionner, soutient le plus souvent les conceptions idéologiques qui sont en opposition à la politique sociale officielle.

Tableau 8.

Degré de la confiance à l’égard des organes suprêmes du pouvoir d’Ukraine.

Faites-vous confiance? (en %)

Destinataire de la confiance	**avril 1996**			**mars 1997**		
	entière confiance	**confiance partielle**	**aucune confiance**	**entière confiance**	**confiance partielle**	**aucune confiance**
au Président d'Ukraine	21,8	34,1	34,3	19,4	36,8	36,7
à la Rada Suprême	8,5	30,2	50,1	5,3	31,8	54,5
au gouvernement ukrainien	12,8	33,3	41,7	7,3	33,8	50,1

Quel rapport existe-t-il entre le degré de la confiance à l'égard des organes du pouvoir et le niveau de la tension sociale? Selon les résultats de nos recherches, parmi les enquêtés qui font confiance au Président d'Ukraine, ceux qui considèrent la situation socio-politique dans leur région comme "normale et calme" sont beaucoup plus nombreux que parmi les enquêtés qui ne font pas confiance au Président (42,1 % et 24,1 % réspectivement). Parmi les premiers, il y a moins que parmi les derniers de ceux qui admettent que dans un proche avenir, en Ukraine, apparaîtraient des conflits entre la majorité de la population du pays et les dirigeants de l'Etat (51,7 % et 74,2 % respectivement), entre les habitants des régions où habitent les enquêtés et le pouvoir central (30,2 % et 44,4 % respectivement), entre les riches et les pauvres (44,0 % et 57,7 % respectivement). Le degré de la confiance à l'égard du Chef d'Etat n'influence pas la conviction de l'éventualité des conflits entre les autres groupes sociaux.

Or, le faible degré de la confiance à l'égard des organes du pouvoir, qui sont personnifiés par le Président, stimule la formation d'une atmosphère socio-psychologique favorable à l'apparition des conflits sociaux. Les institutions du pouvoir représentent l'un des sujets actifs de ces conflits. Le

faible degré de la confiance à l'égard des organes du pouvoir provoque une attitude d'intolérance envers les couches aisées de la population, car un niveau bas de la légitimité du régime met en doute la légitimité des principes de la stratification sociale.

Le faible degré de la confiance à l'égard du Président conditionne aussi un soutien plus énergique des manifestations de protestation. Ainsi, les manifestations de rue et les meetings sanctionnés, en tant que moyens de défendre les intérêts d'un certain groupe social, sont soutenus par 44,2 % de ceux qui font confiance au Chef d'Etat et par 56,6 % de ceux qui ne lui font pas confiance, les grèves licites sont soutenues par 37,8 % et 60,0 % respectivement, le boycottage des décisions des organes du pouvoir est soutenu par 15,9 % et 32,3 % respectivement, les manifestations de rue et les meetings non sanctionnés sont soutenus par 6,0 % et 18,2 % respectivement, les grèves illicites sont soutenues par 3,4 % et 16,6 % respectivement.

On a constaté une légère différence qui existe entre les attitudes de ces deux groupes envers les formes radicales de protestation telles que l'occupation des locaux, le blocage du trafic routier et ferroviaire (2,1 % et 9,0 % respectivement). Pratiquement il n'existe pas de différence dans leur attitude envers la formation des unités armées illégales (2,6 % et 5,0 % respectivement).

Le manque de confiance à l'égard des organes du pouvoir exécutif exerce donc une influence sur l'accroissement du soutien des formes paisibles de protestation sociale, mais ne contribue nullement à l'accroissement du soutien des formes extrémistes et de violence de la protestation sociale.

L'attitude des enquêtés envers le système socio-politique et l'ordre social qui se crée dans le pays représente l'un des indices importants du degré de la légitimité du régime politique existant. Selon les résultats de l'enquête entreprise par la société "Socis-Gallup" en mai 1997, les enquêtés se sont partagés en trois groupes: 1) ceux qui soutiennent entièrement le système et

l'ordre social (4,3 % de l'ensemble des enquêtés); 2) ceux qui, tout en voyant beaucoup de défauts du système socio-politique existant, croient à la possibilité d'un perfectionnement incessant du régime existant (39,3 %); 3) ceux qui rejettent absolument tout le système social et tout l'ordre social formés dans le pays et qui voient la seule solution dans les changements sociaux profonds et universels (41,7 %).

L'attitude envers le système socio-politique est en corrélation avec le degré de la confiance à l'égard du Chef de l'Etat et du parlement, ce qui confirme l'interdépendance de ces indicateurs de la légitimité. Ainsi, le Président ne jouit pas de la confiance de 23,5 % des enquêtés du premier groupe, de 30,6 % du deuxième groupe et de 55,6 % du troisième groupe. Les enquêtés qui ne font pas confiance au parlement constituent 29,4 %, 48,2 % et 72,8 % respectivement.

Le premier et le deuxième groupes sont portés à considérer le régime existant comme légitime, le troisième groupe le considère comme illégitime. Comme on le voit, le nombre de ceux qui considèrent le régime comme légitime est à peu près égal au nombre de ceux qui le considèrent comme illégitime. Cela témoigne d'un haut niveau de la disposition des citoyens ukrainiens aux changements sociaux, mais les voies de la réalisation de ces changements sont incertaines pour une part considérable de la population du pays, les opinions des autres sur l'orientation vers des changements sont souvent contradictoires. Ainsi, 49,4 % des enquêtés disposés aux changements sociaux radicaux n'ont pas d'orientations politiques certaines, ou bien sont déçus de toutes les idéologies socio-politiques existantes. 23,8 % des représentants de ce groupe se disent adeptes de l'idéologie communiste ou socialiste, 7,0 % de l'idéologie sociale démocratique, 16,8 % de l'idéologie démocratique nationale ou de celle des chrétiens-démocrates et libéraux qui est proche de la précédente.

Une part considérable de ceux qui croient le régime existant illégitime témoignent d'un fort potentiel conflictuel de la société ukrainienne. Pourtant,

dans les conditions où l'on n'a pas encore élaboré une idéologie d'opposition qui soit attrayante pour la majorité des habitants socialement et politiquement actifs et qui puisse formuler le programme de l'activité sociale des groupes sociaux d'opposition, l'apparition de mouvements d'opposition puissants, susceptibles de déstabiliser la situation dans le pays, est peu probable.

En même temps, à notre avis, en Ukraine, s'est créée une atmosphère socio-psychologique qui stimule la formation d'une telle idéologie. Selon les résultats obtenus grâce aux enquêtes sociologiques, on peut supposer un soutien énergique par de larges couches populaires de l'idéologie basée sur les motifs liés à la lutte contre les abus d'autorité des représentants de l'élite sociale et politique, contre la corruption et le protectionnisme, pour le renforcement de la démocratisation de la société ukrainienne et pour la réalisation des réformes économiques de marché sous un contrôle actif et efficace de la part de l'opinion publique. Pourtant, l'éventualité même et les délais de la création de cette idéologie d'opposition (ou d'une autre) dépendent dans une grande mesure du "facteur subjectif", c'est-à-dire de l'aptitude de l'élite intellectuelle représentant différentes forces sociales et politiques à créer une telle idéologie d'opposition.

CONCLUSIONS

En principe, les résultats des enquêtes sociologiques effectuées ont confirmé nos hypothèses que le niveau et le caractère de la tension sociale dans la société ukrainienne dépendent dans une grande mesure des facteurs non économiques, et notamment des particularités de la situation idéologique; de l'existence ou de l'absence de conceptions idéologiques susceptibles de consolider les forces d'opposition et de former la motivation de l'activité d'opposition; du degré de la légitimité du régime politique et des organes du pouvoir suprême en Ukraine.

Quoique la situation économique en Ukraine reste assez difficile et la tendance de la baisse du niveau de revenus de la population n'ait pas été surmontée, au cours des dernières années l'Ukraine a réussi d'éviter l'apparition et l'expansion de conflits sociaux de large envergure.

Les données obtenues témoignent de la contradiction des tendances dans l'évolution de la situation socio-politique en Ukraine. Les valeurs de certains indices témoignent de la baisse du niveau de la tension sociale par rapport aux années 1993 et 1994 où on a entrepris des enquêtes sociologiques analogues. Par exemple, on a vu diminuer chez les enquêtés l'expression de la motivation de la participation éventuelle aux manifestations de protestation

sociale, politique et économique. On a vu augmenter considérablement la part des enquêtés qui considèrent la situation socio-politique dans leur région comme “calme”. En même temps, on a observé la tendance d’une certaine atténuation de l’attitude de l’opinion publique envers les formes illégitimes de protestation (manifestations de rue et meetings non sanctionnés, grèves illicites, etc.). Toutefois, le soutien des formes illégitimes de protestation, et surtout celles de violence, reste très faible. Et avec cela, le degré de radicalisme des attitudes envers le recours aux actes de protestation n’est pas en rapport avec le niveau de revenus des enquêtés.

Le rôle des conflits idéologiquement motivés (au premier chef, les conflits entre la gauche et la droite) reste assez important dans la formation du “champ conflictuel” de la société ukrainienne. Cependant nous avons révélé la tendance de changement du vecteur de la tension sociale: il passe de l’opposition idéologique à l’opposition de larges couches populaires, d’une part, et des autorités, d’autre part, ainsi qu’à l’opposition entre les ouvriers et l’administration des entreprises.

Nos recherches nous ont permis de découvrir que les causes économiques de la participation éventuelle aux manifestations de protestation sont indiquées par les enquêtés plus souvent que les autres causes. Pourtant, ces manifestations de protestation deviendraient réelles et de large envergure à condition que les slogans économiques soient idéologiquement appuyés, c’est-à-dire qu’ils soient en rapport avec les motifs d’ordre idéologique. Pourtant, parmi les motifs idéologiques de la participation éventuelle aux manifestations de protestation, il y a ceux qui sont les plus répandus et qui constituent la base de l’idéologie officielle de l’Etat ukrainien et de l’élite dirigeante ukrainienne. Cette situation empêche l’expansion des actes de protestation et des conflits socio-politiqus à l’échelle nationale. Dans le contexte de cette idéologie, de tels actes minent le système socio-politique soutenu par cette idéologie.

Les idéologèmes utilisés par l'opposition politique ukrainienne (avant tout, les slogans de rétablissement du socialisme et de réunification de l'Ukraine et de la Russie en un seul Etat) sont beaucoup plus rarement considérés comme arguments motivants potentiels de la participation aux actes de protestation. C'est dans les régions où ces idéologèmes sont les plus soutenus (avant tout en Crimée et dans l'est du pays) que les conflits politiques et socio-économiques apparaissent plus souvent que dans les autres régions d'Ukraine, ce qui confirme une fois de plus le rôle important des facteurs idéologiques dans l'apparition de conflits.

Le motif de la lutte contre l'emprise des représentants des organes du pouvoir représente un facteur qui exerce la plus forte influence sur la radicalisation des opinions des habitants d'Ukraine sur la participation aux actes de protestation. On peut donc prévoir, dans un proche avenir, l'aggravation des conflits locaux entre les ouvriers des entreprises, d'une part, et l'élite politique locale et l'administration des entreprises, d'autre part.

Nos recherches ont confirmé le rapport qui existe entre le degré de légitimité des organes du pouvoir, du régime socio-politique dans son ensemble et le niveau de la tension sociale. Un faible degré de confiance à l'égard des organes du pouvoir suprême d'Ukraine, une part élevée de ceux qui considèrent le régime politique comme illégitime s'expliquent, dans une grande mesure, par l'incapacité des autorités du pays de surmonter la crise économique. Cela provoque également une attitude d'intolérance envers les couches aisées de la population, puisque le bas degré de légitimité du régime met en doute la légitimité des principes de stratification sociale.

Cependant, dans les conditions où il n'existe pas d'idéologie d'opposition susceptible d'attirer une part considérable de la population politiquement active, de formuler le programme de l'activité sociale des groupes sociaux d'opposition, l'apparition des mouvements d'opposition puissants et susceptibles de déstabiliser la situation dans le pays est peu probable. Dans ces conditions, il ne peut s'agir que des manifestations aux

revendications économiques. Ces manifestations pourraient toucher certaines entreprises ou certains domaines économiques, mais elles ne seraient pas capables d'influencer sensiblement le développement socio-politique du pays.

En même temps, à notre avis, en Ukraine s'est créée une atmosphère socio-psychologique qui contribue à la formation d'une telle idéologie. Selon les résultats obtenus lors des enquêtes sociologiques, on peut pronostiquer un large soutien par les masses populaires de l'idéologie fondée sur les motifs de lutte contre la nomenklatura, contre les abus d'autorité de l'élite sociale et politique, contre la corruption et le protectionnisme, pour l'approfondissement de la démocratisation de la société ukrainienne et pour la réalisation des réformes économiques de marché sous un contrôle actif et efficace de la part de l'opinion publique et dans les intérêts des larges couches populaires.

Pourtant, l'éventualité même et les délais de la création de cette idéologie d'opposition dépendent, dans une grande mesure, de l'aptitude de l'élite intellectuelle représentant différentes forces sociales et politiques à créer une telle idéologie d'opposition. Il est tout à fait probable que de nouvelles idées politiques seront avancées par les représentants des forces socio-politiques qui demeurent aujourd'hui à la périphérie de la vie politique ukrainienne.

BIBLIOGRAPHIE

1. Coser L. The function of dissent // The dynamics of dissent. New York, Grune & Stratton, 1968.
2. Coser L. The Functions of social conflict. London, Free Press, 1956.
3. Coser L. Social conflict and the theory of social change // British journal of sociology, 1957, No 8.
4. Deutch M. The resolution of conflict: constructive and destructive processes. New Haven and London, 1973.
5. Fink K. Conceptional difficulties in the theory of social conflict. - Journal of conflict resolution, 1968, v. 7, No 4.
6. Linz J. Legitimacy of democracy and the socioeconomic system. Comparing pluralist democratics: strains on legitimacy. Boulder, Westview, 1988.
7. Lipset S.M. Political man. The social basis of politics. New York, Doubleday, 1959.
8. Przeworski A. Problems in the study of transition to democracy // Transition from authoritarian rule: comparative perspectives. Baltimore, 1986.
9. Tocqueville, A. de. Vieux régime et la révolution. Paris, 1856.
10. Touzard H. La médiation et la résolution des conflits. Paris, 1977.
11. Sheler M. L'homme du ressentiment. Paris, 1912.
12. Simmel G. Conflict and the web of group affiliation. Hans, Wolff K., Glencoe, Ill., Free Press, 1956.
13. Weber M. Economy and society, Berkely, 1978.
14. Ãóìèëåâ Ë.Í. Ãåîãðàôèÿ ýòíîñà â èñòîðè÷åñêèé ïåðèîä. Ë., Íàóêà, 1990.

15. Äîãàí Ì. Ëåãèòèìîñòü ðåæèìîâ è êðèçèñ äîâåðèÿ // Ñîöèîëîãè÷åñêèå èññëåäîâàíèÿ, 1994, No 6.

16. Äþðêãåéì Ý. Ñàìîóáèéñòâî. Ñîöèîëîãè÷åñêèé ýòþä. Ñïá., Èçä. Í.Ï.Êàëàøíèêîâà, 1912.
17. Â.Æ.Êåëëå. Èäåîëîãèÿ // Ôèëîñîôñêèé ýíöèêëîïåäè÷åñêèé ñëîâàðü. Ì., Ñîâåòñêàÿ ýíöèêëîïåäèÿ, 1983.
18. Äèâ. Ìåëåòèíñêèé Å.Ì. Ìèôîëîãèÿ // Ôèëîñîôñêèé ýíöèêëîïåäè÷åñêèé ñëîâàðü. Ì., Ñîâåòñêàÿ ýíöèêëîïåäèÿ, 1983.
19. Ìåðòîí Ð. Ñîöèàëüíàÿ òåîðèÿ è ñîöèàëüíàÿ ñòðóêòóðà // Ñîöèîëîãè÷åñêèå èññëåäîâàíèÿ, 1992, No 4.
20. Îäàéíêê Â. Ïñèõîëîãèÿ ïîëèòèêè. - Ñïá., Þâåíòà, 1996.
21. Ïàæåñ Æ.-Ï. Êîíôëèêòû è îáùåñòâåííîå ìíåíèå // Ñîöèîëîãè÷åñêèå èññëåäîâàíèÿ. 1991, No 7.
22. Ïåòðîâñêàÿ Ë.À. Î ïîíÿòèéíé ñõåìå ñîöèàëüíî-ïñèõîëîãè÷åñêîãî êîíôëèêòà // Òåîðåòè÷åñêèå è ìåòîäîëîãè÷åñêèå ïðîáëåìû ñîöèàëüíîé ïñèõîëîãèè. Ì., Èçä. ÌÃÓ, 1977.
23. Ðóêàâèøíèêîâ Â.Î. Ïèê íàïðÿæåííîñòè ïîä çíàêîì áåëîãî êîíÿ // Ñîöèîëîãè÷åñêèå èññëåäîâàíèÿ. 1990, No 10.
24. Òåðíåð Äæ. Ñòðóêòóðà ñîöèîëîãè÷åñêîé òåîðèè. Ì., Ïðîãðåññ, 1985.
25. Ýëëìàí Ý. Ó êðàõà ìíîãî ïðè÷èí // Âîïðîñû ýêîíîìèêè, 1993, No 11.